



Verfassungsgerichtshof

ÜBERSETZUNG
Entscheid Nr. 159/2024
vom 19. Dezember 2024
Geschäftsverzeichnisnr. 8151
AUSZUG

In Sachen: Vorabentscheidungsfrage in Bezug auf Artikel 10 § 1 des Gesetzes vom 22. Dezember 2016 « zur Einführung eines Anspruchs auf Überbrückungsmaßnahmen für Selbständige », gestellt vom Arbeitsgericht Antwerpen, Abteilung Tongern.

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Präsidenten Luc Lavrysen und Pierre Nihoul, und den Richtern Thierry Giet, Joséphine Moerman, Michel Pâques, Yasmine Kherbache, Danny Pieters, Sabine de Bethune, Emmanuelle Bribosia, Willem Verrijdt, Kattrin Jadin und Magali Plovie, unter Assistenz des Kanzlers Frank Meersschaut, unter dem Vorsitz des Präsidenten Luc Lavrysen,

erlässt nach Beratung folgenden Entscheid:

I. Gegenstand der Vorabentscheidungsfrage und Verfahren

In seinem Urteil vom 2. Oktober 2023, dessen Ausfertigung am 25. Januar 2024 in der Kanzlei des Gerichtshofes eingegangen ist, hat das Arbeitsgericht Antwerpen, Abteilung Tongern, folgende Vorabentscheidungsfrage gestellt:

« Impliziert die Anwendung von Artikel 10 § 1 des Gesetzes vom 22. Dezember 2016 zur Einführung eines Anspruchs auf Überbrückungsmaßnahmen für Selbständige einen Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, insofern er - ungeachtet der tatsächlichen Situation der Personen zu Lasten - einen Behandlungsunterschied zwischen folgenden Personen herbeiführt:

- Selbständigen, die einen Haushalt bilden mit Kindern, die nicht zu Lasten sind gemäß den Rechtsvorschriften bezüglich der Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung;

- Selbständigen, die einen Haushalt bilden mit Kindern, die zu Lasten sind gemäß den Rechtsvorschriften bezüglich der Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung? ».

(...)

III. *Rechtliche Würdigung*

(...)

In Bezug auf die fragliche Bestimmung und deren Kontext

B.1. Die Vorabentscheidungsfrage bezieht sich auf Artikel 10 § 1 des Gesetzes vom 22. Dezember 2016 « zur Einführung eines Anspruchs auf Überbrückungsmaßnahmen für Selbständige » (nachstehend: Gesetz vom 22. Dezember 2016), der in der auf die vor dem vorlegenden Rechtsprechungsorgan anhängige Rechtssache anwendbaren Fassung bestimmt:

« Le montant mensuel de la prestation financière s'élève à 1.317,52 euros.

Cependant, le bénéficiaire peut prétendre au montant de 1.646,38 euros à condition qu'il ait une personne à charge au sens de l'article 123 de l'arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994.

Le fait d'avoir une personne à charge se prouve à l'aide d'une attestation de l'organisme assureur.

Tant que la caisse d'assurances sociales ne dispose pas de l'attestation nécessaire, il ne peut être prétendu qu'au montant mensuel visé dans l'alinéa 1er. Lorsque sur la base de l'attestation requise, il s'avère que le bénéficiaire a une personne à charge, la caisse d'assurances sociales doit procéder à la régularisation nécessaire.

Ce montant est rattaché à l'indice-pivot 147,31 (base 1996 = 100) ».

B.2.1. Artikel 10 § 1 des Gesetzes vom 22. Dezember 2016 bestimmt den monatlichen Betrag der finanziellen Leistung im Rahmen des Anspruchs auf Überbrückungsmaßnahmen für Selbständige. Er sieht einen Basisbetrag sowie einen erhöhten Betrag vor. Auf den erhöhten Betrag kann aufgrund der in Rede stehenden Fassung dieser Bestimmung Anspruch erhoben werden, wenn der Berechtigte eine Person zu Lasten im Sinne von Artikel 123 des königlichen Erlasses vom 3. Juli 1996 « zur Ausführung des am 14. Juli 1994 koordinierten Gesetzes über

die Gesundheitspflege- und Entschädigungspflichtversicherung » (nachstehend: königlicher Erlass vom 3. Juli 1996) hat, der bestimmt:

« La qualité de personne à charge d'un titulaire ou d'un travailleur, au sens de l'article 32 de la loi coordonnée, est attribuée aux personnes et dans les conditions déterminées par le présent article et par les articles 124, 125 et 127 :

1. Le conjoint du ou de la titulaire, ou du travailleur ou de la travailleuse.

Le conjoint non divorcé, mais séparé de fait ou séparé de corps peut être personne à charge dans l'une des éventualités suivantes :

a) il assume l'entretien d'au moins un enfant considéré comme personne à charge. La qualité de personne à charge de cet enfant est appréciée, au sens du point 3, comme si le conjoint séparé de fait ou séparé de corps était lui-même titulaire;

b) il a obtenu une pension alimentaire, soit par décision judiciaire, soit par acte notarié ou acte sous seing privé, déposé au greffe du tribunal en cas de procédure de divorce ou de séparation de corps et de biens par consentement mutuel;

c) il est autorisé à percevoir des sommes dues par des tiers à son conjoint, en vertu de l'article 221 du Code civil;

d) il bénéficie d'une pension accordée en vertu d'une disposition légale, au conjoint séparé.

2. La personne qui cohabite avec le titulaire ou avec le travailleur ou la travailleuse visé à l'article 32, alinéa premier, 19°, de la loi coordonnée.

Son inscription n'est pas possible lorsque le conjoint du titulaire ou du travailleur, visé à l'alinéa premier, a lui-même la qualité de personne à charge ou lorsque le conjoint, titulaire lui-même vit sous le même toit que le titulaire.

3. Les enfants énumérés ci-dessous, de moins de 25 ans :

a) les enfants et enfants adoptés du titulaire ou travailleur et ceux dans l'acte de naissance desquels le nom de celui-ci est mentionné;

b) les enfants et les enfants adoptés du conjoint du titulaire et ceux dans l'acte de naissance desquels le nom de ce conjoint est mentionné, lorsque le conjoint en assume l'entretien;

c) les enfants et enfants adoptés de la personne à charge du titulaire visée aux points deux ou quatre et ceux dans l'acte de naissance desquels le nom de cette personne est mentionné, lorsque cette personne en assume l'entretien;

d) les petits-enfants et arrière-petits-enfants du titulaire ou travailleur, de son conjoint ou de la personne visée aux points 2 et 4, lorsque ce titulaire ou travailleur assume l'entretien de ces enfants;

e) les enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants du conjoint du titulaire ou travailleur ou ceux de la personne visée aux points 2 et 4, au sens des dispositions reprises aux b), c) et d), dont ce titulaire ou travailleur assume l'entretien après le décès de ce conjoint ou de cette personne;

f) les enfants qui ont leur résidence principale en Belgique et qui ne sont pas visés aux points a) à e) inclus, dont le titulaire, son conjoint ou la personne visée aux points 2 et 4, assume l'entretien en lieu et place des père, mère ou autre personne auxquels incombe normalement cette charge. La preuve de la résidence en Belgique résulte de l'information visée à l'article 3, alinéa 1er, 5°, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, obtenue auprès du Registre national ou de tous moyens de preuve, délivrés par une autorité publique belge et reconnus comme tels par le fonctionnaire-dirigeant du Service du contrôle administratif.

4. Les ascendants du titulaire ou travailleur ou de son conjoint et, le cas échéant, leurs beaux-pères et belles-mères.

Pour l'application du présent article, est censée assumer l'entretien de l'enfant la personne qui cohabite avec l'enfant. La preuve de cette cohabitation résulte de l'information visée à l'article 3, alinéa 1er, 5°, de la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques, obtenue auprès du Registre national. En ce qui concerne les enfants qui ne sont pas inscrits au Registre national, la preuve de la cohabitation résulte également de tous moyens de preuve reconnus comme tels par le Fonctionnaire dirigeant du Service du contrôle administratif ».

B.2.2. Das Erfordernis des Vorhandenseins einer Person zu Lasten im Sinne von Artikel 123 des königlichen Erlasses vom 3. Juli 1996, damit der erhöhte Betrag beansprucht werden kann, wurde durch Artikel 4 des Gesetzes vom 28. Februar 2021 « zur Abänderung des Gesetzes vom 22. Dezember 2016 zur Einführung eines Anspruchs auf Überbrückungsmaßnahmen für Selbständige und zur Abänderung des Gesetzes vom 23. März 2020 zur Abänderung des Gesetzes vom 22. Dezember 2016 zur Einführung eines Anspruchs auf Überbrückungsmaßnahmen für Selbständige und zur Einführung zeitweiliger Maßnahmen im Rahmen von COVID-19 für Selbstständige » (nachstehend: Gesetz vom 28. Februar 2021) eingeführt, der rückwirkend zum 1. März 2020 wirksam ist (Artikel 6 desselben Gesetzes). Vorher bestimmte Artikel 10 § 1 des Gesetzes vom 22. Dezember 2016, dass der erhöhte Betrag beansprucht werden konnte, sofern der Anspruchsberechtigte « ein 'Berechtigter mit Familienlasten' im Sinne von Artikel 225 des Königlichen Erlasses vom 3. Juli 1996 [...] ist ».

In den Vorarbeiten zum Gesetz vom 28. Februar 2021 heißt es in Bezug auf diese Änderung:

« Pour déterminer si le travailleur indépendant a la qualité de ‘ titulaire avec charge de famille ’, l’article 225 de l’arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l’assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 doit être pris en considération en vertu de l’article 10 de la loi du 22 décembre 2016, (c’est-à-dire la notion de ‘ charge de famille ’ dans le cadre de l’assurance indemnités). Dans la pratique, cela ne semble toutefois pas possible, car l’examen de l’existence ou non d’une charge de famille dans le cadre de l’assurance indemnités ne peut être effectué que lorsque le travailleur indépendant est en incapacité de travail. C’est pourquoi le projet de loi prévoit que c’est la notion de ‘ personne à charge ’ dans le cadre des soins de santé qui doit être prise en compte. La question qui se pose est de savoir si l’intéressé a une personne à charge auprès de son organisme assureur (‘ sur son carnet de mutuelle ’). Il s’agit de la notion de ‘ personne à charge ’ dans le sens de l’article 123 de l’arrêté royal du 3 juillet 1996 portant exécution de la loi relative à l’assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994 » (*Parl. Dok.*, Kammer, 2020-2021, DOC 55-1768/001, SS. 6 und 7).

B.2.3. Das Gesetz vom 22. Dezember 2016 wurde durch das Programmgesetz (I) vom 26. Dezember 2022 aufgehoben.

Zur Hauptsache

B.3.1. Das vorlegende Rechtsprechungsorgan befragt den Gerichtshof zur Vereinbarkeit von Artikel 10 § 1 des Gesetzes vom 22. Dezember 2016 mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, insofern Selbständige, die einen Haushalt bilden mit Kindern, die zu ihren Lasten sind im Sinne von Artikel 123 des königlichen Erlasses vom 3. Juli 1996, den erhöhten Betrag beanspruchen können, während Selbständige, die einen Haushalt bilden mit Kindern, die nicht zu ihren Lasten sind im Sinne von Artikel 123 des königlichen Erlasses vom 3. Juli 1996, nur den Basisbetrag beanspruchen können, ungeachtet des Ausmaßes, in dem sie tatsächlich für die Kinder aufkommen.

B.3.2. Das vorlegende Rechtsprechungsorgan legt die fragliche Bestimmung dahin aus, dass die faktische Situation nicht entscheidend ist für das Vorhandensein eines Kindes zu Lasten im Sinne von Artikel 123 des königlichen Erlasses vom 3. Juli 1996. Entscheidend - gemäß der Auslegung des vorlegenden Rechtsprechungsorgans - ist es, ob das Kind beim Versicherungsträger des Selbständigen zu dessen Lasten eingetragen ist.

Diese Auslegung des vorlegenden Rechtsprechungsorgans ist nicht offensichtlich falsch. Sie wird in den in B.2.2 zitierten Vorarbeiten bestätigt, in denen es heißt, dass das Kriterium

darin besteht, ob « der Betreffende bei seinem Versicherungsträger (‘ in seinem Krankenheft ’) eine Person zu Lasten hat » oder nicht.

B.3.3. Aus der Vorlageentscheidung geht ferner hervor, dass der Selbständige, der den Vorteil der Überbrückungsmaßnahmen genossen hat, zwei Kinder hat mit seiner Ehefrau, die die Kinder zu Lasten hat im Sinne von Artikel 123 des königlichen Erlasses vom 3. Juli 1996.

Der Gerichtshof beschränkt seine Prüfung auf diese Hypothese.

B.4.1. Der Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung schließt nicht aus, dass ein Behandlungsunterschied zwischen Kategorien von Personen eingeführt wird, soweit dieser Unterschied auf einem objektiven Kriterium beruht und in angemessener Weise gerechtfertigt ist.

Das Vorliegen einer solchen Rechtfertigung ist im Hinblick auf Zweck und Folgen der beanstandeten Maßnahme sowie auf die Art der einschlägigen Grundsätze zu beurteilen; es wird gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung verstoßen, wenn feststeht, dass die eingesetzten Mittel in keinem angemessenen Verhältnis zum verfolgten Zweck stehen.

B.4.2. Der Gesetzgeber verfügt im wirtschaftlich-sozialen Bereich über einen breiten Ermessensspielraum, um die anzunehmenden Maßnahmen zu bestimmen, die den Zielen dienen, die er sich gesetzt hat.

B.5. Der Behandlungsunterschied beruht auf einem objektiven Kriterium, nämlich dem Vorhandensein beziehungsweise Nichtvorhandensein einer Person zu Lasten im Sinne von Artikel 123 des königlichen Erlasses vom 3. Juli 1996.

B.6. Aus den in B.2.2 zitierten Vorarbeiten geht hervor, dass der Gesetzgeber dieses Unterscheidungskriterium eingeführt hat, weil das vorherige Kriterium, das auf den Berechtigten mit Familienlasten im Sinne von Artikel 225 des königlichen Erlasses vom 3. Juli 1996 verwies, das heißt den Begriff der Familienlasten im Rahmen der Entschädigungsversicherung, sich in der Praxis als unbrauchbar erwies, « weil die Prüfung, ob Familienlasten im Rahmen der Entschädigungsversicherung vorhanden sind oder nicht, erst

dann erfolgen kann, wenn der Selbständige arbeitsunfähig wird ». Der Gesetzgeber wollte ein einfacheres Kriterium, das zur administrativen Vereinfachung führen würde.

Dieses Ziel ist legitim.

B.7.1. Der in Rede stehende Behandlungsunterschied ermöglicht es auch, dieses Ziel zu erreichen, weil das Unterscheidungskriterium nicht länger von der Arbeitsunfähigkeit des Selbständigen abhängt und einfacher ist als das vorherige Kriterium. Alle Kinder unter 25 Jahren können nämlich ohne Weiteres zu Lasten des Berechtigten in Anwendung von Artikel 123 des königlichen Erlasses vom 3. Juli 1996 sein, während es in Anwendung von Artikel 225 desselben königlichen Erlasses erforderlich ist, dass sie mit dem Berechtigten zusammenwohnen, keine Berufstätigkeit ausüben und tatsächlich weder eine Pension oder Rente noch eine Beihilfe oder Entschädigung aufgrund belgischer oder ausländischer Rechtsvorschriften beziehen, und nicht finanziell zu Lasten einer anderen Person sein, die zum selben Haushalt gehört. Außerdem kann aufgrund der letztgenannten Bestimmung die Eigenschaft als Berechtigter mit Person zu Lasten durch das bloße Zusammenwohnen mit einer anderen Person als einer Person zu Lasten sogar verlorengehen.

B.7.2. Angesichts der Zielsetzung der administrativen Vereinfachung entbehrt es ferner auch nicht einer sachlichen Rechtfertigung, dass der Gesetzgeber sich für ein Kriterium entscheidet, das nur vereinfachend und annähernd der Wirklichkeit entspricht.

B.8. Schließlich hat der in Rede stehende Behandlungsunterschied auch keine unverhältnismäßigen Folgen. Eltern steht es in der Regel nämlich frei zu wählen, bei welchem Elternteil ihr Kind eingetragen wird und welcher Elternteil das Kind somit zu Lasten hat im Sinne von Artikel 123 des königlichen Erlasses vom 3. Juli 1996. Artikel 125 desselben königlichen Erlasses sieht nämlich nur subsidiär eine Reihenfolge vor. Er bestimmt:

« Conformément à l'article 126 de la loi coordonnée, en cas de contestation entre des titulaires sur la question de savoir auprès duquel un enfant doit être inscrit comme personne à charge, l'enfant est inscrit par priorité comme personne à charge du titulaire le plus âgé.

Pour les titulaires qui ne vivent pas sous le même toit, l'enfant est inscrit par préférence comme personne à charge du titulaire qui cohabite avec lui ».

Eine früher getroffene Entscheidung in Bezug auf ein Kind, das bei mehreren Berechtigten als Kind zu Lasten eingetragen werden kann, kann außerdem revidiert werden, wobei allerdings die Revision gemäß Artikel 126 § 2 des königlichen Erlasses vom 3. Juli 1996 im Prinzip nicht sofort wirksam wird:

« Lorsqu'un enfant peut être inscrit en qualité d'enfant à charge de plusieurs titulaires, la demande visant à ce qu'il soit inscrit à charge d'un autre titulaire ne produit ses effets qu'au 1er janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle cette demande a été introduite auprès de l'organisme assureur de cet autre titulaire.

Cependant, en cas de modification de la situation de l'enfant pendant la période se situant entre l'introduction de la demande susvisée et le 1er janvier de l'année suivant celle de l'introduction de la demande, la demande sort ses effets immédiatement dans le respect des dispositions réglementaires applicables ».

B.9. Artikel 10 § 1 des Gesetzes vom 22. Dezember 2016 in der auf die vor dem vorlegenden Rechtsprechungsorgan anhängige Rechtssache anwendbaren Fassung ist folglich vereinbar mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung.

Aus diesen Gründen:

Der Gerichtshof

erkennt für Recht:

Artikel 10 § 1 des Gesetzes vom 22. Dezember 2016 « zur Einführung eines Anspruchs auf Überbrückungsmaßnahmen für Selbständige » verstößt nicht gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung.

Erlassen in niederländischer und französischer Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Verfassungsgerichtshof, am 19. Dezember 2024.

Der Kanzler,

Der Präsident,

(gez.) Frank Meersschaut

(gez.) Luc Lavrysen